PROCES VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 7 DECEMBRE 2012

L'an deux mil douze, le sept décembre à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal d'AZAY-SUR-CHER, légalement convoqué le 1^{er} décembre 2012, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, à la Mairie, sous la présidence de M. Hubert de LA CRUZ, Maire.

Présents : M. de LA CRUZ, Mmes BAUSSANT, CHOUEN, CONROTTE, DEHAY, HERSANT FERREY, PARIS, VALLEE, MM. ABLITZER, ALARY, AUGER, LIBEREAU, MARQUET, MOREAU, PIERRON, POUGETOUX et POUILLOUX formant la majorité des Membres en exercice.

Absents excusés : Mmes GIBERTINI, LEDUC, RICHARD, MM. DEJEAN, et VENOT.

M. Laurent DEJEAN a donné pouvoir à M. Hubert de LA CRUZ.
M. Frédéric PIERRON (départ à 20h20) a donné pouvoir à M. Martial AUGER.

Mme Danielle CHOUEN, Adjointe, a été nommée secrétaire de séance.

En ouvrant la séance, Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'annexer à l'ordre du jour six sujets supplémentaires en raison de l'urgence et du calendrier prévisionnel de la prochaine séance :

- l'école élémentaire : une subvention pour la classe de neige 2013,
- l'effacement des réseaux de télécommunication « rue des Carnaux », la première tranche,
- les services du bureau d'études et des marchés publics de la CCET : une convention de mise à disposition,
- le personnel communal : une modification du tableau des emplois,
- le personnel communal : les chèques cadeaux,
- le personnel UFCV : les chèques cadeaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés, décide l'inscription de ces points supplémentaires et d'en débattre.

1. Approbation du procès verbal en date du 9 novembre 2012

Le procès verbal du Conseil Municipal ayant été distribué à l'appui de la convocation du 7 décembre 2012, Monsieur le Maire donne une lecture de cette séance.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide d'accepter le procès verbal de la séance du 9 novembre 2012 tel qu'il est transcrit dans le registre et de le signer.

2. PLU : débat modificatif sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée qu'une nouvelle élaboration du plan local d'urbanisme doit être envisagée si le changement de destination de la zone du *May* est prescrite, l'objectif étant d'intégrer ce nouveau contexte dans notre Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

A l'appui de plans projetés, il dresse un historique de ce site tel qu'il figure au PADD qui a été validé par le Conseil Municipal du 20 mai 2011, et qui prévoit en accord avec la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) :

Orientation 4 - Maintenir l'activité industrielle et artisanale existante

- permettre le développement des activités existantes (*Meccoli et Outokompo*) en continuité des zones d'activités existantes (*Le May*) dans le bourg,
- reconverter en partie la zone d'urbanisation future du *May* à destination d'activités en une zone mixte à dominante habitat.

Mais, lors de la réunion des Personnes Publiques Associées (PPA) en date du 31 mai 2012, la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) a demandé que le PLU permette l'extension de l'entreprise *Meccoli* au Sud en raison de blocage foncier au Nord tel que le prévoit le PLU actuel.

Monsieur le Maire a initié l'organisation d'une réunion sur ce sujet afin de préciser les besoins à court et moyen termes de cette entreprise. Le 17 septembre 2012, s'est tenue une réunion technique avec la CCET sur le développement économique, et plus précisément sur les espaces destinés à cette activité sur la zone du *May*. Ainsi, a été constaté un nouveau contexte économique :

- l'entreprise *Outokompo* a déposé un permis de construire pour réaliser une aire stockage,
- l'entreprise *Meccoli* qui traverse une conjoncture favorable pour les cinq ans à venir, a besoin de créer un parking,
- la zone de développement économique de *La Pidellerie* située à *Véretz* ayant été réduite de 17 hectares à 2,5 hectares selon les dires du Premier Vice-Président de la CCET, le site du *May* redevient un espace d'intérêt.

Un nouvel objectif est redonné à notre zone d'une surface de 6,7 hectares environ, une destination prioritairement économique comme le prévoyait notre Plan d'Occupation des Sols (POS). Dans ce cadre, deux orientations majeures du PADD se trouvent donc modifiées :

- celle concernant l'habitat puisqu'une grande partie de la zone du *May* devait recevoir du logement,
- celle concernant le développement économique.

La Commission d'Urbanisme, réunie le 4 décembre dernier, a pris connaissance de cette nouvelle demande de modification et de la déclaration de travaux déposée par l'entreprise *Meccoli* pour un parking de quarante-huit places, une aire de lavage et une aire stockage de matériaux inertes sur une parcelle de cinq mille mètres-carrés environ. Par ailleurs, Monsieur le Maire a précisé qu'à sa demande, la CCET a établi des plans relatifs au futur aménagement économique de cette zone du *May*.

M. MARQUET fait observer qu'il n'y a pas de véritables demandes nouvelles d'implantations artisanales ou autres, que la CCET n'a jamais montré un véritable intérêt pour ce secteur, et que la logique de l'habitat doit être conservée afin de permettre l'accueil d'une nouvelle population, à l'exemple de la Commune de *Véretz* sur la zone de *La Pidellerie*.

Monsieur le Maire précise qu'initialement, cette entreprise avait fait des démarches pour un projet portant sur un stationnement de trente véhicules.

Monsieur le Maire fait remarquer qu'en sa qualité de Vice-Président chargé des finances de la CCET, il a obtenu l'inscription d'une enveloppe budgétaire d'un montant de 50.000 € sur le budget primitif 2013 pour qu'il soit procédé à une étude d'aménagement sur la totalité de cette zone qui doit respecter les habitations existantes limitrophes, gérer les franges entre les fonctions résidentielles et les activités.

En conclusion, Monsieur le Maire tient à rappeler combien l'intérêt général dont la défense se doit en toutes circonstances de nous animer, dépasse, et de beaucoup, la somme des seuls intérêts particuliers.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code de l'Urbanisme, dont l'article L.123-9,

Considérant la proposition d'une nouvelle orientation donnée à la zone du *May*,

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Donne acte de l'organisation d'un débat sur les nouvelles orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

3. PLU : développement économique de la zone du May

Compte tenu du débat qui a précédé, Monsieur le Maire invite l'Assemblée à se prononcer sur la destination qui doit être donnée à la zone du *May*.

Au regard de l'importance de ce sujet, il propose un vote au scrutin secret afin que chaque Conseiller continue à assumer librement et pleinement sa responsabilité.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales, l'article L.2121-21,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents,

Décide de procéder à un vote au scrutin secret.

Monsieur le Maire engage chaque Conseiller à répondre à la question portant sur la zone du *May*: *pour* ou *contre* redonner une destination prioritairement économique.

Chaque Conseiller Municipal remet son pli fermé.

Déroulement du scrutin :

a. Nombre de votants (enveloppes déposées) : 18

b. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. 66 du CE) : 0

c. Nombre de suffrages exprimés (a-b) : 18

Sens du vote	Nombre de suffrages obtenus	
	En chiffre	En toutes lettres
<i>Pour</i>	8	huit
<i>Contre</i>	10	dix

Monsieur le Maire annonce à l'Assemblée qu'elle sera amenée à se déterminer, lors d'une prochaine séance, sur le secteur de l'habitat en certains lieux, comme *La Trutte*.

4. Salle d'activités culturelles : demande de subvention

Monsieur le Maire invite l'Assemblée à se remémorer que le 22 juin dernier, le Conseil Municipal a accepté l'agrandissement de l'actuelle bibliothèque par l'aménagement d'un bâtiment attenant qui est une propriété communale. Le principe retenu est que cette salle soit dédiée à de nombreuses activités culturelles, un lieu de rencontre qui sera ouvert à la population mais aussi à la jeunesse azéenne.

En effet, ce projet touche à une série d'enjeux éducatifs puisque cet espace est également destiné aux jeunes qu'ils viennent en activité encadrée ou seuls.

Situé en Centre Bourg et jouxtant la bibliothèque, ainsi qu'à proximité des équipements collectifs : écoles et pôle enfance (centre de loisirs et multi-accueil), ce nouvel espace devrait remplir pleinement sa fonction socio-éducative.

M. ALARY demande si une étude globale de performance énergétique portant sur l'ensemble du bâti est programmée.

M. MARQUET souligne que le Conseil Régional attribue des subventions sur les études thermiques dans les sites culturels.

Mme CONROTTE, Adjointe à la vie culturelle, rappelle la décision du Conseil Municipal en date du 5 novembre 2010 qui s'était prononcé pour le classement de ce projet en tant que numéro deux du mandat et qu'une telle démarche, nonobstant sa justification, ne pourrait que pénaliser le commencement de sa concrétisation.

En réponse, Monsieur le Maire précise que la Salle Darrasse n'est pas concernée par ce projet de réhabilitation dans cette phase actuelle, d'autant que les installations de chauffage ont fait l'objet d'équipements récents.

Il précise, par ailleurs, que la délibération ne porte que sur l'opération relative à la réhabilitation d'une grange attenante à la bibliothèque communale en salle d'activités culturelles mais que pour autant, il demandera, dans le cadre de la consultation, une étude globale permettant le phasage des travaux.

Monsieur le Maire indique que ce projet a été établi en fonction du budget communal qui pouvait lui être consacré et que ce programme pourrait faire l'objet d'une réflexion dans un second temps.

Cet avant-projet ayant été chiffré et les montants prévisionnels ajustés, il est proposé de rechercher les différents modes de financement :

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles	
Intitulés	Montant	Intitulés	Montant
Réaménagement et extension de la bibliothèque	123.363,51 €	Subventions : Contrat de Pays Préfecture (DETR)	49.900,00 €
Maitrise d'œuvre	14.782,56 €	Emprunt	0,00 €
Coordination SPS, contrôle technique, Assurance DO	4.500,00 €	Apport propre de la collectivité	92.746,07 €
Total	142.646,07 €	Total	142.646,07 €

Après en avoir délibéré,

Considérant le budget communal et les différents programmes d'investissement inscrits,

Considérant la nécessité d'adapter certains projets culturels aux besoins de notre collectivité,

Vu les critères d'éligibilité des opérations relatifs à la dotation d'équipement des territoires ruraux,

Après avoir entendu l'exposé du Rapporteur,

Le Conseil Municipal, par un vote à main levée des Membres présents et représentés : cinq abstentions (Mme DEHAY, MM. ABLITZER, ALARY, MARQUET et POUGETOUX), treize pour,

Décide :

- de confirmer sa volonté de réaliser l'opération relative à la réhabilitation d'une grange attenante à la bibliothèque communale en salle d'activités culturelles,
- d'approuver le plan de financement prévisionnel tel qu'il est présenté ci-dessus,

- de charger M. le Maire d'œuvrer dans la recherche et la mobilisation de tout concours financier extérieur, et plus précisément auprès :

- du Contrat Pays de 3ème Génération,
- de la Préfecture d'Indre-et-Loire, dans le cadre de la dotation d'équipement des territoires ruraux

- d'autoriser M. le Maire à déposer toute demande de subvention et à signer toutes les pièces découlant de l'application de la présente décision.

5. Salle d'activités culturelles : maîtrise d'œuvre

Monsieur le Maire annonce à l'Assemblée que notre commune souhaitant s'engager dans la réhabilitation de la grange communale en vue de l'agrandissement de la bibliothèque, ce projet d'extension se situe dans un ensemble foncier bâti communal. Il devra intégrer la réutilisation ou la réhabilitation de la bibliothèque existante avec ce nouveau projet d'une salle d'activités culturelles.

Dans le but de garantir un traitement architectural homogène à cette opération, il convient de recourir à la désignation d'un maître d'œuvre dans la catégorie bâtiment.

La sélection de trois candidats se fera sur les critères suivants par ordre de priorité : les compétences, les moyens et les références. Puis, le jugement des offres remises s'effectuera sur : la qualité architecturale, la note méthodologique et la proposition de rémunération.

Après en avoir délibéré,

Considérant qu'il convient de se prononcer sur la définition et l'étendue du besoin à satisfaire,

Considérant le montant prévisionnel du marché,

Après avoir entendu l'exposé du Rapporteur,

Le Conseil Municipal, par un vote à main levée des Membres présents et représentés : cinq abstentions (Mme DEHAY, MM. ABLITZER, ALARY, MARQUET et POUGETOUX), treize pour,

Décide :

- d'approuver la procédure d'une simple consultation,
- d'autoriser M. le Maire à lancer cette procédure,
- d'autoriser M. le Maire à signer le marché de maîtrise d'œuvre et toutes les pièces annexes à l'issue de la procédure qui découlent de l'application de la présente décision.

6. Enfance Jeunesse : convention de mise à disposition de services avec la CCET

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Muriel HERSANT FERREY, Adjointe, qui rappelle à l'Assemblée que le 1^{er} octobre dernier, le Conseil Municipal a accepté le transfert de sa compétence Enfance Jeunesse à la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) afin de poursuivre une politique cohérente et coordonnée à l'échelon du territoire communautaire.

L'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales précise que ce transfert de compétence d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre. Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de cette compétence, en raison du caractère partiel de ce dernier.

Notre collectivité correspondant à cette organisation et dans ce cadre, les modalités sont fixées par une convention qui, préalablement, doit recueillir l'avis des comités techniques paritaires compétents. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par l'établissement public bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service.

Dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, les missions identifiées sont donc les suivantes :

- l'organisation administrative, pour partie : l'accueil des familles, le traitement et le suivi des inscriptions, la facturation, la régie,
- l'entretien du bâtiment : les petits travaux de maintenance du bâtiment ainsi que le ménage,
- l'entretien des espaces verts qui sont dédiés à l'accueil de loisirs,
- la restauration : la fourniture du goûter pour l'accueil périscolaire et la fourniture des repas pour l'accueil de loisirs (les mercredis, les petites et grandes vacances).

Conformément à l'article D.5211-16 du code général des collectivités territoriales, le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par notre commune ou la CCET, bénéficiaire de la mise à disposition.

La CCET rembourse donc à notre commune les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition du service, au prorata des heures passées par mission.

Le coût horaire proposé tient compte :

- des charges de personnel et frais assimilés pour l'agent affecté à ces missions (rémunération, toutes cotisations et contributions y afférent, médecine professionnelle, formation, missions...),
- les charges de fonctionnement spécifiques à la réalisation de ces missions (téléphone, matériel, carburant, fournitures) qui représentent 15% des charges de personnel.

A titre indicatif, le coût horaire prévisionnel est le coût horaire moyen du service, dans le cadre de la polyvalence :

- l'organisation administrative : 15,46 €
- la régie : 21,10 €
- le service technique : 18,00 €
- le service de restauration : le coût du repas (3,50 €).

Les dépenses comprennent également les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats des services rattachés. Si d'autres dépenses imprévues peuvent être comprises dans le coût unitaire du fonctionnement du service, elles feront l'objet d'un avenant.

La durée de cette convention est d'un an à compter du 1er janvier 2013.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5211-4-1 et D.5211-16,

Vu la délibération du 1^{er} octobre 2012 approuvant les nouveaux statuts de la CCET, et plus précisément la création d'une nouvelle compétence Enfance-Jeunesse d'intérêt communautaire,

Vu les statuts de la CCET et notamment son article 2 relatif à cette compétence en matière d'Enfance-Jeunesse à compter du 7 janvier 2013,

Considérant que le transfert de cette compétence nécessite une bonne organisation des services dans le but de rationaliser leur fonctionnement et de permettre une amélioration du service public rendu aux usagers,

Considérant la délégation donnée à un prestataire,

Vu la convention à intervenir,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver le principe d'une mise en commun, temporaire ou pérenne, de ressources humaines, techniques, patrimoniales ou financières, avec la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau, en matière d'Enfance-Jeunesse,

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition de certains services communaux qui précisent les modalités de cette mise à disposition et notamment les conditions d'intervention mais aussi de remboursement des frais de fonctionnement de ces services,

- de conclure cette convention de mise à disposition avec la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau à compter du 7 janvier 2013,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer la dite convention ainsi que toutes les autres pièces ou documents qui découlent de l'application de cette décision.

M. Frédéric PIERRON, Adjoint, quitte la séance à 20h20 et donne pouvoir à M. Martial AUGER.

7. Enfance Jeunesse : transfert du bâtiment de l'accueil de loisirs à la CCET

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Muriel HERSANT FERREY, Adjointe, qui fait connaître à l'Assemblée que les articles L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, disposent que tout transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens utilisés pour l'exercice de cette compétence.

Considérant l'article 2 des statuts de la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) précisant ses compétences en matière d'Enfance-Jeunesse à compter du 7 janvier 2013, il convient donc de constater la mise à disposition à la CCET du bien suivant :

- l'accueil de loisirs situé Place de la Poste à Azay-sur-Cher.

Il est précisé que cette mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire applicable aux transferts des équipements dans le cadre de l'intercommunalité. Ce transfert ne constitue pas un transfert en pleine propriété, mais simplement la transmission des droits et obligations du propriétaire.

Cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement, précisant la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de l'éventuelle remise en état.

Aux termes de l'article L.1321-2 du CGCT, la remise des biens a lieu à titre gratuit.

La CCET assume l'ensemble des obligations du propriétaire, assure le renouvellement des biens mobiliers, et possède tous pouvoirs de gestion.

Elle peut autoriser l'occupation des biens remis et en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Elle peut également procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

Cependant, dans les cas où les travaux extérieurs viendraient valoriser le bâtiment, la CCET pourrait solliciter un fonds de concours à la commune.

Les contrats relatifs à ces biens sont exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Il appartient à la commune d'informer ceux-ci de la substitution.

En cas de désaffectation des biens c'est-à-dire dans le cas où ceux-ci ne seront plus utiles à l'exercice de la compétence par la CCET, la commune recouvre l'ensemble de leurs droits et obligations.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-17, L.1321-1 et suivants,

Vu la délibération du 1^{er} octobre 2012 approuvant les nouveaux statuts de la CCET, et plus précisément la création d'une nouvelle compétence Enfance-Jeunesse d'intérêt communautaire,

Vu les statuts de la CCET et notamment son article 2 relatif à cette compétence en matière d'Enfance-Jeunesse à compter du 7 janvier 2013,

Vu le procès-verbal de transfert présenté,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'accepter les termes du procès-verbal constatant le transfert du bien communal suivant à compter du 7 janvier 2013 : l'accueil de loisirs sis Place de la Poste,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le procès-verbal ainsi que tous les actes ou autres documents qui découlent de l'application de la présente décision.

8. CCET - voirie d'intérêt communautaire : rue des Carnaux

Monsieur le Maire instruit l'Assemblée sur la voirie déclarée d'intérêt communautaire pour 2009-2013, et en donne la liste :

- C5 : Rue du Bourg Neuf de la RN 76 à la rue Rochecave,

- rue de la Poste,

- rue du Vieux Bourg (partie nord) : de la RD 82 (fleuriste) à la Rue de la Poste,

- rue du Fauvin,
- allée du Fauvin,
- rue du 8 mai 1945,
- rue du 11 novembre,
- rue des Anciens d'AFN,
- Grande Rue (entre RD 976 et RD82),
- rue de Cormery (R.D.82) : entre la Grande Rue et la RD976,
- parking du centre de loisirs et de la petite enfance au droit de la place de la Poste.

Au titre de cette compétence, ces voies bénéficient :

➤ de l'aménagement et de l'entretien des chaussées, trottoirs, caniveaux, grilles, signalisation routière, aménagements de sécurité (ex : les ralentisseurs), réseau d'eaux pluviales, pistes cyclables déclarées d'intérêt communautaire ainsi que les parcs à voiture situés en prolongement de la voirie.

➤ de l'aménagement et de l'entretien de la bande de roulement, des trottoirs et du fil d'eau des ronds points situés sur la voirie déclarée d'intérêt communautaire

Par contre, sont exclus de cette compétence :

- les réseaux aériens et souterrains (sauf réseau d'eaux pluviales),
- l'entretien courant (nettoisement, déneigement) de la voirie d'intérêt communautaire et des trottoirs et talus bordant cette voirie,
- la signalisation publicitaire,
- les aménagements paysagers.

Au titre de l'année 2013, la rue des Carnaux bénéficiera de l'enfouissement des réseaux actuellement aériens. Aussi, afin de préparer le programme des travaux des futures voies communautaires, il convient de définir dès à présent le calendrier de ce changement de statut. En effet, un délai de six mois environ est nécessaire pour qu'une voie communale devienne d'intérêt communautaire, entre notre décision, la délibération communautaire et l'arrêté de la Préfecture.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5211-17 et L.5214-16,

Vu les statuts de la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) et notamment son article 2.3 relatif à ses compétences en matière de création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire,

Considérant la situation de la rue des Carnaux dans le Bourg, la configuration des lieux et la proximité avec le Cher,

Considérant les travaux d'enfouissement des réseaux qui seront réalisés au cours de l'année 2013,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'accepter le changement apporté à la liste de voies transférées de notre commune, par l'adjonction de la rue des Carnaux telle que présentée ci-dessus,
- de solliciter, en conséquence, l'accord de la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) sur ce transfert,
- de charger Monsieur le Maire de mettre en œuvre la présente décision.

9. Communauté de Communes de l'Est Tourangeau : fonds de concours pour l'éclairage public 2012

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2007, la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) est compétente en lieu et place des collectivités pour l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore (feux tricolores) et l'éclairage des sites sportifs.

A ce titre, les projets 2012 validés par les collectivités font l'objet d'une dépense engagée par la CCET qui sollicite ensuite ces dernières pour un fonds de concours à hauteur de 50%.

Au titre de l'année 2012, la commune d'Azay-sur-Cher a retenu les travaux suivants d'enfouissement de réseaux sis rue du Fauvin.

L'enveloppe prévisionnelle définie pour ces travaux étant de 26.820 €, le montant prévisionnel du fonds de concours s'établit à 11.334 €.

Le fonds de concours sera versé de la façon suivante :

- 50% à la commande,
- 50% lorsque tous les travaux seront réceptionnés et que la CCET aura les dernières factures pour ajuster le montant du fonds de concours aux travaux effectivement payés.

Après en avoir délibéré,

Vu les statuts de la CCET, et notamment son article 2 relatif à ses compétences en matière d'éclairage public,

Vu la délibération de la CCET en date du 27 septembre 2012 relative aux demandes de fonds de concours 2012 dans le cadre des travaux d'éclairage public,

Vu les projets d'éclairage public 2012 pour la commune d'Azay-sur-Cher,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver la demande de fonds de concours de la Communauté de Communes représentant 50% du montant de l'opération, soit 11.334 €,
- de valider les modalités de versement soit 50% à la commande et les 50% restant lorsque tous les travaux seront réceptionnés et que la CCET aura les dernières factures pour ajuster le montant du fonds de concours aux travaux effectivement payés,
- de préciser que les crédits nécessaires figurent au budget primitif 2012.

10. UNC : subvention exceptionnelle

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Nicole CONROTTE, Adjointe, qui expose à l'Assemblée que l'Union Nationale des Combattants (UNC) a organisé le 5 décembre 2012 une journée de commémoration de la guerre d'Algérie et a sollicité une subvention exceptionnelle pour son agencement.

Cette année, cette commémoration qui est une cérémonie officielle organisée pour conserver la conscience nationale d'un événement de l'histoire collective, aura une ampleur départementale dans notre Commune et donne lieu à des événements en dehors de la cérémonie.

Après en avoir délibéré,

Considérant l'ampleur donnée à cette manifestation du Devoir de mémoire,

Considérant les conclusions de la Commission Vie Culturelle du 14 novembre 2012 proposant une subvention d'un montant de 250 €,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'allouer une subvention à l'UNC dans le cadre de la cérémonie du 5 décembre 2012,

- de fixer le montant de cette subvention à 250 €,

- de préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

11. Accueil périscolaire - pause méridienne : création de deux postes

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Muriel HERSANT FERREY, Adjointe, qui annonce à l'Assemblée qu'en application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale, l'organisation de notre service relatif à la pause méridienne, et plus précisément la surveillance des enfants lors de la restauration scolaire, nécessite la création de deux postes d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe, au titre d'un accroissement temporaire d'activité à compter du 1^{er} mars 2013 et jusqu'au 5 juillet 2013 inclus.

Les durées hebdomadaires de travail sont de cinq heures hebdomadaires pour les deux postes. Ces emplois seront pourvus sur la base de contrats pris en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu le grand nombre d'élèves fréquentant le service de restauration scolaire,

Considérant la nécessité de créer deux postes sur le grade d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} mars 2013,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver la création de deux postes, pour répondre à un accroissement temporaire d'activité, d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} mars 2013 et jusqu'au 5 juillet 2013 inclus, d'une durée de cinq heures hebdomadaires,

- de définir la rémunération pour ces postes d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe par référence à l'indice brut 297,

- de pourvoir ces postes par des contrats pris en application de l'article 3 de la loi susvisée,

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les dits contrats,

- d'indiquer que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

12. Service entretien : création d'un poste

Monsieur le Maire avise l'Assemblée qu'en application de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et du décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale, l'organisation de notre service entretien nécessite de créer un poste d'adjoint technique de 2^{ème} classe au titre d'un accroissement temporaire d'activité à compter du 1^{er} janvier 2013 et jusqu'au 30 juin 2013 inclus.

La durée hebdomadaire de travail est de cinq heures hebdomadaires. Cet emploi sera pourvu sur la base du contrat pris en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, et le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant la réflexion menée sur l'organisation du service et le fonctionnement de l'accueil de loisirs à la prochaine rentrée scolaire,

Considérant la nécessité de créer ce poste sur le grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} janvier 2013,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver la création d'un poste, pour répondre à un accroissement temporaire d'activité, d'adjoint technique de 2^{ème} classe pour une durée de six mois à compter du 1^{er} janvier 2013, d'une durée de cinq heures hebdomadaires,

- de définir la rémunération pour ces postes d'adjoint d'animation de 2^{ème} classe par référence à l'indice brut 388,

- de pourvoir ce poste par un contrat pris en application de l'article 3 de la loi susvisée,

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les dits contrats,

- d'indiquer que les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

13. Budget communal : décision modificative n°4

Monsieur le Maire énonce que des modifications peuvent être apportées au budget de la commune par le Conseil Municipal jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent sous réserve des principes d'équilibre et de vote des actes budgétaires.

En effet, des ajustements de crédits peuvent s'avérer nécessaires en cours d'exercice afin de tenir compte des évolutions de certains projets ou des impératifs liés à certains événements :

- en section de fonctionnement, les dépenses relatives aux transports des collégiens en direction du Collège Philippe de Commynes, de l'accroissement du nombre des adjoints, des intérêts des emprunts à taux variable,

- en section de fonctionnement, les recettes supplémentaires versées par le Conseil Général pour les transports scolaires,

- en section d'investissement, les subventions effectives octroyées pour la création du citystade,

- d'abonder certains articles pour mieux imputer les dépenses selon leur nature.

Après en avoir délibéré,

Vu le budget primitif 2012 modifié,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'accepter la décision modificative n°4 telle que présentée ci-dessous :

Section de fonctionnement		
Chapitre - Articles	Dépenses	Crédits
011-6244	Transports administratifs	+ 32.000,00 €
65-6531	Indemnités des élus	+ 3.100,00 €
65-6533	Conditions retraite élus	+ 65,00 €
65-6541	Créances admises en non-valeur	+ 770,00 €
65-6554	Contribution organismes regroupement	+ 1.785,00 €
65-6574	Subvention fonct. Person droit privé	+ 1.450,00 €
66-66111	Intérêts réglés à l'échéance	+ 500,00 €
66-668	Autres charges financières	+ 500,00 €
67-673	Titres annulés	+ 1.000,00 €
022	Dépenses imprévues de fonctionnement	- 1.170,00 €
Total		+ 40.000,00 €

Section de fonctionnement		
Chapitre - Articles	Recettes	Crédits
74-7473	Subvention du Département	+ 40.000,00 €
Total		+ 40.000,00 €

Section d'investissement		
Chapitre - Articles	Dépenses	Crédits
23-2313 Op. 88	Immos en cours-construction maison méd	+ 50.418,00 €
23-2312 Op. 89	Immos en cours - terrain cimetièr	+ 10.000,00 €
Total		+ 60.418,00 €

Section d'investissement		
Chapitre - Articles	Recettes	Crédits
13- 1321 Op. 83	Subvention Etat	+ 46.675,00 €
13- 1323 Op. 83	Subvention Département	+ 13.743,00 €
Total		+ 60.418,00 €

14. Ecole élémentaire : subvention classe de neige 2013

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Muriel HERSANT FERREY, Adjointe, qui informe l'Assemblée que lors du Conseil d'Ecole élémentaire Maurice Genevoix en date du 4 novembre dernier, le projet de classe de neige 2013 a été présenté aux parents concernés :

- la période arrêtée est du 12 au 19 janvier 2013,
- le lieu à Crest Voland (Savoie), identique à 2012,
- l'effectif des élèves de CM2 est de 40,
- le coût par élève est de 500,00 € (la participation des familles étant de 250 €).

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2003, la participation de la commune correspond à 50% du coût de l'organisation, soit un montant demandé de 10.000,00 € (40 enfants x 250 €).

Pour mémoire, la subvention 2012 représentait la somme de 13.680,00 € pour 57 élèves (240 €). En 2011, elle était de 8.979,90 € pour 37 élèves (242,70 €), de 11.520 € en 2010 pour 49 élèves (235,10 €) et de 14.560 € en 2009 pour 56 enfants (260 €).

Après en avoir délibéré,

Vu le renouvellement du projet de classe de neige présenté par l'école élémentaire,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 novembre 2003 relatif à la subvention allouée à l'école élémentaire pour l'organisation de la classe de neige,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'attribuer une subvention de 10.000,00 € à l'école élémentaire pour la classe de neige 2013, correspondant à 50% du coût prévisionnel de son organisation,
- de s'engager à inscrire les crédits correspondants au budget primitif 2013, section de fonctionnement (article 6574).

15. Effacement des réseaux de télécommunication « rue des Carnaux » - 1^{ère} tranche

Monsieur le Maire rapporte à l'Assemblée que le 22 juillet 2010, la commune a sollicité le Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (SIEIL) afin qu'il étudie les enfouissements de réseaux relatifs à la *Rue des Carnaux*. Compte tenu de la longueur de la voie, il a été proposé que ceux-ci fassent l'objet de deux tranches de travaux.

Par délibération en date du 25 mars 2011, le Conseil Municipal a validé le dossier présenté par le SIEIL ainsi que l'estimation sommaire concernant l'effacement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique, soit 19 830,02 € HT net.

Puis, lors de sa séance du 1^{er} juillet 2011, le Conseil Municipal a accepté l'estimation sommaire de sa part communale présentée pour les réseaux de télécommunication à 43.050,77 €. Mais, par une correspondance en date du 27 novembre dernier, le SIEIL nous informe du coût réel de cette opération, soit un total de 44.202,36 € à notre charge :

Libellés	Coût estimatif	Coût réel notifié
génie civil	39.314,07 € TTC	39.932,10 € TTC
frais liés à l'opération	3.736,70 € HT	4.270,26 € HT
Part communal : sous-total	43.050,77 €	44.202,36 €
Part France Télécom	9.559,00 € HT	13.263,80 € HT
Total de l'opération	52.609,77 €	57.466,16 €

Après en avoir délibéré,

Considérant que l'enfouissement des réseaux contribue à l'amélioration du cadre de vie pour les azéens,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 mars 2011 acceptant le dossier présenté par le SIEIL et notamment la participation communale estimée s'élevant à 19 830,02 € HT net pour la dissimulation électrique pour le dossier *Rue des Carnaux*,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} juillet 2011 acceptant le dossier financier estimatif présenté par le SIEIL pour la dissimulation des réseaux de télécommunication,

Vu le coût réel lié à cette prestation concernant l'effacement des réseaux de télécommunication qui s'élève à 44.202,36 €,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'accepter le coût réel présenté :

- génie civil : 39.932,10 € TTC,
- frais liés à l'opération : 4.270,26 € HT net.

- de confirmer leur engagement à prendre à sa charge la part communale relative aux travaux de dissimulation des réseaux de télécommunication,

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les différents actes ou pièces qui découlent de l'application de cette décision.

16. CCET - service du bureau d'études et des marchés publics : convention de mise à disposition

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que notre collectivité a conclu deux conventions de mise à disposition avec les services de la Communauté de Communes de l'Est Tourangeau (CCET) :

- lors de sa séance du 11 décembre 2009, sur la mission du bureau d'étude technique,

- lors de sa séance du 22 juin 2012, sur la mission des marchés publics.

Lors du prochain Conseil communautaire en date du 20 décembre prochain, sera proposé le renouvellement du principe de la mise à disposition de ces deux services au profit des communes.

Dans des domaines techniques tels que la voirie, les réseaux divers, la signalisation et les espaces verts, les objectifs sont les suivants :

- garantir la sécurité juridique de leurs actes et procédures,

- respecter et maîtriser des calendriers,

- optimiser le choix des procédures, la rédaction des cahiers des charges, les phases d'analyse et de négociations afin de permettre le choix du bon prestataire au juste coût.

Cette mise à disposition de service s'effectue en application de l'article L 5211-4-1 du CGCT dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services. Une convention définit les modalités de cette mise à disposition et précise les conditions de remboursement.

La commune sollicitant une mission d'assistance rembourse donc à la CCET les charges de fonctionnement engendrées par la mise à disposition du service, au prorata des heures passées par mission et indiquées dans la fiche navette.

Le coût horaire reste inchangé :

- 30 € pour le service des marchés publics,

- 50 € pour le service du bureau d'études.

Le projet de convention est joint en pièce annexe à la présente note.

Après en avoir délibéré,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-4-1 et D.5211-16,

Vu le projet de délibération de la CCET qui sera soumis à la prochaine séance du 20 décembre 2012, concernant le renouvellement de ces mises à disposition,

Considérant les conventions déjà conclues,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver le renouvellement du principe de ces mises à disposition du bureau d'études et du service de marchés publics de la CCET au profit de la commune d'Azay-sur-Cher,
- d'approuver la reconduction de la convention de mise à disposition de ces services, jointe à la présente délibération, fixant les modalités de cette mise à disposition et prévoyant les conditions de remboursement par la commune des frais de fonctionnement du service,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer toutes les pièces ou documents qui découlent de l'application de la présente décision.

17. Personnel communal : modification du tableau des emplois

Monsieur le Maire annonce à l'Assemblée qu'un agent du service d'entretien des bâtiments communaux ayant fait valoir ses droits à la retraite très prochainement, et à cette occasion, une réflexion a été lancée sur ce service. Il ressort que pour la continuité du bon fonctionnement de ce service, il est proposé une augmentation du temps de travail hebdomadaire d'un poste d'adjoint technique territorial de 2^{ème} classe à compter du 1^{er} janvier 2013, soit de 30 heures à 35 heures.

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

Vu le tableau des emplois,

Vu les différentes missions incombant à ce service et l'organisation qui en résulte,

Après avoir entendu l'exposé du Rapporteur,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- de modifier comme suit le tableau des emplois permanents à compter du 1^{er} janvier 2013 :

SERVICE ENTRETIEN DES BATIMENTS COMMUNAUX					
Emploi	Grade	Catégorie	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire
Agent de service	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	1	0	30 heures
	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	C	0	1	35 heures
Responsable	Agent de maîtrise territorial	C	1	0	35 heures

- de préciser que les sommes nécessaires, chapitre 012, article 6411, sont inscrites au budget.

18. Personnel communal : chèques cadeaux

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Nicole CONROTTE, Adjointe, qui développe à l'Assemblée que les conditions générales d'attribution des chèques cadeaux distribués en fin d'année, à l'occasion des fêtes de Noël, au personnel communal sont les suivantes :

- le montant : 60 € par agent,
- les bénéficiaires :
 - les agents titulaires et stagiaires : être présents au 31 octobre de l'année,
 - les agents non titulaires : justifier d'un contrat de travail de droit public justifiant une présence au 31 octobre de l'année,
- le versement : les chèques cadeaux sont distribués au début du mois de décembre de l'année considérée.

Dans la limite de 152 € par salarié et par événement précis au titre de l'année 2012, cet avantage est exonéré de cotisations, à condition qu'il soit effectivement utilisé dans cette optique.

Après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant dispositions relatives aux droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant diverses dispositions relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la Circulaire FP/4 n° 1931 du 12 décembre 1988 et 2B n°256 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune,

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,

Considérant que notre collectivité peut mettre à la disposition de ses agents des prestations d'action sociale autres que celles dévolues par le CNAS,

Considérant que ces prestations ou services visent à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles en contribuant notamment à l'augmentation de leur pouvoir d'achat,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver la distribution de chèques cadeaux d'un montant de 60 € au mois de décembre de l'année en cours aux agents titulaires et stagiaires toujours présents dans la collectivité au 31 octobre de l'année considérée ainsi qu'aux agents non titulaires qui justifient d'un contrat de droit public en vigueur à cette date, à l'occasion des fêtes de Noël,

- de préciser que les agents non titulaires qui n'ont eu que quelques jours d'interruption de contrats pourront bénéficier des chèques cadeaux,

- de prendre acte que cette prestation est exonérée de charges sociales jusqu'à hauteur de 5% du plafond mensuel de sécurité sociale (fixé par événement et par année civile),

- d'autoriser Monsieur le Maire à appliquer les règles précitées et à les reconduire les années suivantes tant qu'une délibération ne vient pas abroger la présente délibération,

- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours,

- de charger Monsieur le Maire de prendre toutes mesures nécessaires en vu d'appliquer la présente délibération.

19. Personnel UFCV : chèques cadeaux

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Muriel HERSANT FERREY, Adjointe, qui rappelle à l'Assemblée que lors de sa séance du 22 juin 2012, le Conseil Municipal a attribué à l'association UFCV le marché relatif à l'animation d'un accueil de loisirs, et plus particulièrement l'organisation du service périscolaire et du centre de loisirs des mercredis et des vacances scolaires sur notre commune.

Compte tenu de ce qui précède, les conditions générales d'attribution des chèques cadeaux distribués en fin d'année, à l'occasion des fêtes de Noël 2012, peuvent être étendues à ce personnel d'animation et selon les modalités suivantes :

- le montant : 20 € par agent,
- les bénéficiaires : les agents justifiant d'une présence effective au 13 octobre 2012 (au nombre de 5),
- le versement : les chèques cadeaux sont distribués au début du mois de décembre 2012.

Après en avoir délibéré,

Vu la délibération de ce jour accordant la remise de chèques cadeaux au personnel communal à l'occasion des fêtes de Noël,

Considérant que ce personnel associatif est un partenaire engagé qui accompagne notre collectivité dans la mise en œuvre de sa politique Enfance-Jeunesse et qu'il contribue à l'attractivité de notre service public,

Considérant que notre collectivité peut mettre à la disposition de ce personnel extérieur des services ou prestations d'action sociale,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des Membres présents et représentés,

Décide :

- d'approuver la distribution de chèques cadeaux d'un montant de 20 € au mois de décembre 2012 à ces agents présents au sein de l'accueil de loisirs au 13 octobre 2012, et ce à l'occasion des fêtes de Noël,
- de prendre acte que cette prestation est exonérée de charges sociales jusqu'à hauteur de 5% du plafond mensuel de sécurité sociale (fixé par événement et par année civile),
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours,
- de charger Monsieur le Maire de prendre toutes mesures nécessaires en vue d'appliquer la présente délibération.

20. Informations diverses

Le Conseil Municipal prend connaissance :

- la pose de la première pierre à la Maison médicale le mardi 11 décembre 2012, à 15 h 00,
- la réunion du 13 novembre 2012 organisée par le Conseil Général sur l'organisation des transports scolaires,
- les remerciements de la Municipalité de Véretz pour l'utilisation des installations sportives azéennes par l'Association Véretz Handball,
- les remerciements de l'APE pour l'organisation de la bourse aux jouets et le marché de Noël,
- la cérémonie des Vœux du Maire à la population le lundi 7 janvier 2013,
- le calendrier des différentes manifestations à venir,

- la date du prochain Conseil Municipal est fixée au vendredi 1^{er} février 2012.

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée à 20 h 40.